TABLE

DU

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DOCUMENTS

DE

l'Assemblée de l'Union française

SESSION DE 1955-1956

PARIS
IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS
31, QUAI VOLTAIRE, 31

1957

Les éditions des JOURNAUX OFFICIELS

I. — **LOIS ET DECRETS** (Textes des lois, décrets, arrêtés et circulaires, avis et communications, informations et annonces).

II. — **DEBATS** (Compte rendu « in extenso » des séances; questions écrites, réponses des ministres à ces questions) :

1° De l'Assemblée nationale;
2° Du Conseil de la République;
3° De l'Assemblée de l'Union française.

III. — **DOCUMENTS** (Projets et propositions de lois, propositions de résolutions, rapports et avis) :

1° De l'Assemblée nationale;
2° Du Conseil de la République;
3° De l'Assemblée de l'Union française.

IV. — **CONSEIL ECONOMIQUE :**

1° Avis et rapports du Conseil économique;
2° Bulletin du Conseil économique (Compte rendu analytique des séances).

V. — **TEXTES D'INTERET GENERAL** (Extraits de l'édition des lois et décrets en fascicules hebdomadaires ou monographies).

VI. — **BULLETIN OFFICIEL DES DECORATIONS, MEDAILLES ET RECOMPENSES :**

Attribution des décorations, médailles et récompenses diverses. — Tableaux de concours pour la Légion d'honneur et la Médaille militaire (à l'exclusion des nominations qui paraissent dans l'édition lois et décrets).

VII. — **BULLETIN OFFICIEL DU REGISTRE DU COMMERCE ET DU REGISTRE DES METIERS :**

Inscriptions diverses aux deux registres (créations de fonds, modifications, radiations). — Faillites et liquidations judiciaires. — Avis divers.

VIII. — **BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES** à la charge des sociétés financières (Notices d'émission ou de regroupement d'actions et d'obligations des sociétés anonymes). — Formation, modification et dissolution des sociétés à responsabilité limitée. — Convocations d'assemblées. — Homologation de décisions d'assemblées d'obligataires. — Publications périodiques des banques et sociétés d'investissement. — Avis relatifs aux transferts des titres nominatifs. — Listes des commissaires aux comptes. — Avis divers, etc.).

IX. — **BULLETIN OFFICIEL DES SERVICES DES PRIX** (Décrets, arrêtés, décisions, circulaires et barèmes concernant les prix).

X. — **BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES DES MARCHES PUBLICS** (Avis d'adjudications, d'appels d'offres ou de marchés de gré à gré, transmis par les administrations, les collectivités et établissements publics).

XI. — **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** (Rapports et statistiques des administrations).

Les Tables annuelles

	Prix
I. — **LOIS ET DECRETS** (1)	300 F.
1° Table analytique;	
2° Table chronologique;	
3° Table des annonces.	
II. — **DEBATS :**	
A. — Assemblée nationale	250 F.
1° Table des travaux parlementaires;	
2° Table des noms;	
3° Table des questions écrites.	
B. — Conseil de la République	200 F.
1° Table des travaux parlementaires;	
2° Table des noms;	
3° Table des questions écrites.	
C. — Assemblée de l'Union française	75 F.
1° Table des travaux;	
2° Table des noms;	
3° Table des questions écrites.	

	Prix
III. — **TABLES DES DOCUMENTS :**	
1° De l'Assemblée nationale	100 F.
2° Du Conseil de la République	50 F.
3° De l'Assemblée de l'Union française	30 F.
IV. — **CONSEIL ECONOMIQUE :**	
1° Table des avis et rapports	15 F.
2° Table du bulletin	15 F.
V. — **TABLE DES TEXTES D'INTERET GENERAL** (Prix selon le volume.)	
VI. — **TABLE DU BULLETIN OFFICIEL DES DECORATIONS, MEDAILLES ET RECOMPENSES**	10 F.
VII. — **TABLE DU BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES**	30 F.
VIII. — **TABLE DU BULLETIN OFFICIEL DES SERVICES DES PRIX**	15 F.
IX. — **TABLE DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS**	10 F.

(1) Le prix des **Tables mensuelles** (Edition lois et décrets) est fixé à 50 F; ces Tables sont fournies gratuitement aux abonnés suivant la durée de leur abonnement.

Les Tables annuelles d'une édition sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an. Un tableau de concordance est annexé aux Tables de chaque édition

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la Pagination des Documents avec les Numéros des feuilles annexes et la Date de parution au « Journal officiel ».

ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

SESSION DE 1955-1956

DATES DE LA PUBLICATION	NUMÉROS des feuilles.	PAGES
20 mai 1957	1	1 à 16
20 mai 1957	2	17 à 32
20 mai 1957	3	33 à 48
20 mai 1957	4	49 à 64
24 mai 1957	5	65 à 80
24 mai 1957	6	81 à 96
24 mai 1957	7	97 à 112
24 mai 1957	8	113 à 128
25 mai 1957	9	129 à 144
25 mai 1957	10	145 à 160
28 mai 1957	11	161 à 176
28 mai 1957	12	177 à 192
28 mai 1957	13	193 à 208
28 mai 1957	14	209 à 224
12 juin 1957	15	225 à 240
12 juin 1957	16	241 à 256
5 juillet 1957	17	257 à 272
5 juillet 1957	18	273 à 288
5 juillet 1957	19	289 à 304
5 juillet 1957	20	305 à 320
2 août 1957	21	321 à 336
2 août 1957	22	337 à 352
10 août 1957	23	353 à 368
10 août 1957	24	369 à 384
10 août 1957	25	385 à 400
10 août 1957	26	401 à 416
15 août 1957	27	417 à 432
15 août 1957	28	433 à 448
21 août 1957	29	449 à 464
21 août 1957	30	465 à 480
29 août 1957	31	481 à 496
29 août 1957	32	497 à 512
29 août 1957	33	513 à 520

TABLE CHRONOLOGIQUE

SESSION DE 1955-1956 (1)

Les numéros cités à la suite de certains documents renvoient aux textes antérieurs sur le même objet.
Les impressions de l'Assemblée de l'Union française sont ainsi numérotées :
Session de 1955-1956 : N^os^ 1 à 395.

---

1. — Allocution de M. Do Huu Thinh, président d'âge, p. 1.

2. — Allocution de M. Albert Sarraut, président de l'Assemblée, p. 1.

3. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur les projets de décret tendant à rendre applicables les dispositions de la loi du 23 juin 1948, le premier, en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française, à Madagascar et dépendances, aux Comores, à la Côte française des Somalis, aux Etablissements français d'Océanie, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au Togo et au Cameroun, le second dans le territoire de Saint-Pierre et Miquelon, p. 1.

4. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant certaines dispositions du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie, p. 2.

5 — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret tendant à améliorer la situation de la propriété foncière dans les Etablissements français de l'Océanie, p. 3.

6. — Proposition de M. Antonini tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer le plus rapidement possible la construction d'un aérodrome de classe internationale à Papeete (Tahiti), p. 4.

7. — Proposition de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 29 août 1955, en vue de promouvoir l'expansion de l'industrie textile française dans les territoires d'outre-mer, p. 6.

8. — Proposition de M. Duval tendant à inviter le Gouvernement de la République française à venir en aide sans tarder aux victimes, à la Martinique, de l'ouragan du 23 septembre 1955, p. 7.

9. — Rapport, par M. Pierre Cornet, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à donner les instructions et à mettre tout en œuvre pour que le vocable d'Union française soit désormais employé et entendu en France métropolitaine, et particulièrement au sein des institutions et des administrations, dans un sens conforme aux dispositions de l'article 60 de la loi constitutionnelle du 27 octobre 1946, p. 7.
Voir : Assemblée de l'Union française, n° 412 (année 1952).

10. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Bégarra, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Pupat, député, tendant à proclamer le Sahara « Territoire national », p. 10.
Voir : Assemblée nationale, n° 9251 (2^e^ législ.) ; Assemblée de l'Union française, n^os^ 30, 132, 198, 201 (année 1955).

11. — Proposition de M. Antonini tendant à inviter le Gouvernement : *a*) à améliorer en permanence les relations aériennes entre la métropole et Nouméa ainsi qu'entre Nouméa et les Nouvelles-Hébrides ; *b*) à prendre toutes mesures en vue de la création d'un réseau aérien français en Nouvelle-Calédonie, p. 11.

12. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret relatif à l'exploitation des forêts dans les territoires d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 11.

13. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret fixant dans les territoires relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer (y compris le Togo et le Cameroun) la mise sous séquestre des biens mobiliers et immobiliers ayant appartenu aux groupes de combat et milices privés dissous et en attribuant le produit, après liquidation, à l'Etat, p. 13.

14. — Rapport de M. Antonini sur la proposition de M. Duval tendant à venir en aide aux victimes de l'ouragan du 23 septembre 1955 à la Martinique, p. 13.
Voir : Assemblée de l'Union française, n° 8.

15. — Proposition de M. Céran-Jérusalemy tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la dénomination des Etablissements français de l'Océanie, p. 13.

16. — Proposition de M. Charles-André Julien tendant à la création à la présidence du conseil d'un organisme permanent de coordination des affaires musulmanes, p. 13.

17. — Rapport, par M. Sicé, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Maurice Lenormand, député, tendant à appliquer en Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du titre II du code de la santé publique, p. 14.
Voir : Assemblée nationale, n° 10538 (2^e^ législ.) ; Assemblée de l'Union française, n° 138 (année 1955).

18. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi relatif à certaines institutions du Cameroun sous tutelle française, p. 14.
Voir : Assemblée nationale, n° 11543 (2^e^ législ.).

19. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords judiciaires conclus en 1953 et 1954 avec les Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, p. 20.
Voir : Assemblée nationale, n° 11202 (2^e^ législ.).

20. — Rapport, par M. Dède, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant réorganisation des chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie en Afrique occidentale française, p. 29.
Voir : Assemblée de l'Union française, n° 103 (année 1954).

21. — Proposition de Mme Lefaucheux attirant l'attention de l'Assemblée nationale sur l'intérêt et l'urgence qui s'attachent à examiner, dans les délais les plus rapprochés, le projet de loi portant réforme du régime des tutelles et de l'absence en droit musulman, tel qu'il résulte de l'avis donné par l'assemblée algérienne dans sa séance du 28 janvier 1953, p. 32.

22. — Proposition de résolution de Mme Lefaucheux attirant l'attention de l'Assemblée nationale sur l'intérêt et l'urgence qui s'attachent à examiner, dans les délais les plus rapprochés, le projet de loi relatif à la preuve du mariage contracté suivant les règles du droit musulman, selon l'avis donné par l'assemblée algérienne dans sa séance du 13 janvier 1953, et transmise à l'Assemblée nationale avec demande de solution rapide, p. 32.

23. — Rapport, par M. Sicé, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 2 septembre 1911 relatif à la protection de la santé publique en Afrique équatoriale française, p. 32.
Voir : Assemblée de l'Union française, n° 142 (année 1955).

24. — Rapport, par M. Sicé, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret portant modification aux dispositions du décret du 14 avril 1904 relatif à la protection de la santé publique en Afrique occidentale française, p. 33.
Voir : Assemblée de l'Union française, n° 143 (année 1955).

25. — Rapport, par M. Boisdon, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant l'article 39 du décret du 7 avril 1928 portant organisation du service de la justice en Nouvelle-Calédonie, p. 33.
Voir : Assemblée de l'Union française, n° 162 (année 1955).

26. — Rapport, par M. Bégarra, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Maurice Lenormand, député, tendant à compléter les dispositions réglementaires concernant les accidents du travail et les risques professionnels en Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 34.
Voir : Assemblée nationale, n° 10603 (2^e^ législ.) ; Assemblée de l'Union française, n° 139 (année 1955).

---

(1) La présente table renferme les documents déposés du 4 octobre 1955 au 2 août 1956.

27. — Avis de la commission des affaires financières, par M. Marcel Léger, sur: 1° la proposition tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant organisation d'une Union française de radiodiffusion et de télévision; 2° la proposition tendant à demander au Gouvernement de prendre en considération les problèmes spéciaux posés par le financement, l'implantation et la gestion des postes de radiodiffusion et de télévision dans l'Union française, p. 36.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 103, 118 (année 1954).

28. — Avis de la commission des affaires financières, par Mme Lefaucheux, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Saller, sénateur, tendant à réglementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métrropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 38.
Voir: Assemblée nationale, n° 5727 (2e législ.); Conseil de la République, n° 120 (année 1953); Assemblée de l'Union française, nos 6 (année 1954), 175, 197 (année 1955).

29. — Proposition de M. Reyt tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour permettre la continuation et l'achèvement des travaux d'aménagement du terrain d'aviation militaire de Bouar (Oubangui-Chari), p. 38.

30. — Proposition de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour 1956 un complément de 8.000 tonnes à la tranche navale votée, p. 38.

31. — Proposition de M. Begarra tendant à inviter le Gouvernement à combler les vacances d'inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer et à organiser un concours en vue d'admettre au moins vingt inspecteurs, p. 39.

32. — Rapport de M. Omer Sarraut sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention d'application des dispositions commerciales contenues dans la convention générale franco-vietnamienne du 30 décembre 1954, signée à Paris, le 19 mars 1955, p. 39.
Voir: Assemblée nationale, n° 10864 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 153 (année 1955).

33. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant réforme de l'enseignement public, p. 39.
Voir: Assemblée nationale, n° 11404 (2e législ.).

34. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Cogniot, député, tendant à réaliser la réforme de l'enseignement, p. 47.
Voir: Assemblée nationale, n° 10356 (2e législ.).

35. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Depreux, député, portant réforme de l'enseignement public, p. 50.
Voir: Assemblée nationale, n° 10390 (2e législ.).

36. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Cogniot, député, tendant: 1° à accorder aux chercheurs du centre national de la recherche scientifique une rémunération égale aux traitements des différents échelons dans chaque catégorie de l'enseignement supérieur; 2° à donner aux attachés de recherches de réelles possibilités d'avancement, p. 56.
Voir: Assemblée nationale, n° 11167 (2e législ.).

37. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Dontrebot, député, tendant à fixer la rémunération des chercheurs du centre national de la recherche scientifique, p. 57.
Voir: Assemblée nationale, n° 10939 (2e législ.).

38. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Mitterrand, député, tendant à modifier la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 57.
Voir: Assemblée nationale, n° 11371 (2e législ.).

39. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Félix-Tchicaya, député, tendant à instituer, dans l'ensemble des territoires d'outre-mer, un collège électoral unique englobant les citoyens de l'Union française de tous les statuts pour toutes les élections législatives, territoriales et municipales, p. 57.
Voir: Assemblée nationale, n° 11461 (2e législ.).

40. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Conombo, député, portant augmentation du nombre des députés représentant les territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 58.
Voir: Assemblée nationale, n° 11415 (2e législ.).

41. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à aménager le système de la gestion pure et simple utilisé pour l'exécution du budget dans les territoires d'outre-mer, p. 59.

42. — Proposition de M. Bégarra tendant à inviter le Gouvernement à former des instituteurs et des institutrices en nombre suffisant afin d'assurer la scolarisation en Algérie dans des conditions normales et à arrêter le recrutement du nouveau corps d'instructeurs, p. 59.

43. — Rapport par M. Rosenfeld sur la proposition de résolution de M. Cazelles tendant à créer une sous-commission d'information sur la gestion financière et économique des sociétés d'Etat et des sociétés d'économie mixte créées en application de la loi n° 46-860 dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer (F. I. D. E. S.), p. 60.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 112 (année 1955).

44. — Rapport supplémentaire par M. Le Brun Kéris sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Saller, sénateur, tendant à réglementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 66.
Voir: Assemblée nationale, n° 5727 (2e législ.); Conseil de la République, n° 120 (année 1953); Assemblée de l'Union fraençaise, n° 6 (année 1954), nos 175, 197 (année 1955), n° 28 (session 1955-1956).

45. — Proposition de M. Boisdon tendant à: 1° ajourner, en Algérie, les élections à l'Assemblée nationale; 2° profiter du délai imparti pour réaliser en Algérie une réforme électorale équitable, p. 66.

46. — Proposition de M. Baze tendant à inviter le Gouvernement, compte tenu des récents événements survenus au Sud Viet-Nam, à définir les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour faire respecter la signature donnée par la France aux accords de Genève et assurer la sécurité du corps expéditionnaire et des Français d'Indochine, p. 66.

47. — Rapport d'information de Mme Mairoux fait au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer à la suite de la mission effectuée par une délégation de la commission sur l'éducation de base au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Dahomey et au Cameroun, p. 67.

48. — Avis de la commission de politique générale par M. Laurin sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 2 septembre 1914 relatif à la protection de la santé publique en Afrique équatoriale française, p. 73.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 112 (année 1955), 23 (session de 1955-1956).

49. — Avis de la commission de politique générale par M. Louis Delmas sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification aux dispositions du décret du 11 avril 1904 relatif à la protection de la santé publique en Afrique occidentale française, p. 74.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 113 (année 1955), 24 (session 1955-1956).

50. — Proposition de M. Rogue tendant à inviter le Gouvernement à fixer un même index de correction aux pensions et retraites, payées outre-mer sur le budget métropolitain, que celui fixé pour le payement des traitements des personnels civils et militaires en activité de service, p. 74.

51. — Proposition de M. Reyt tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires à l'organisation d'un plan de fourniture des denrées alimentaires excédentaires de la métropole aux territoires et départements d'outre-mer sous-alimentés, p. 75.

52. — Rapport de M. Antonini sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun les dispositions des articles 10 et 11 modifiés de l'acte dit loi du 4 mars 1943 relatif aux sociétés par actions, p. 75.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 5 (année 1955).

53. — Avis de la commission des affaires financières par M. Pierre Cornet sur la proposition de résolution tendant à créer une sous-commission d'information sur la gestion financière et économique des sociétés de l'Etat et des sociétés d'économie mixte créées en application de la loi n° 46-860 dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (F. I. D. E. S.), p. 75.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 112 (année 1955), 43 (session 1955-1956).

54. — Rapport par M. Laurin sur la proposition tendant à la création, à la présidence du conseil, d'un organisme permanent de coordination des affaires musulmanes, p. 76.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 16.

55. — Avis de la commission des relations extérieures, par M. Gorse, sur la proposition tendant à la création, à la présidence du conseil, d'un organisme permanent de coordination des affaires musulmanes, p. 77.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 16 et 54.

56. — Rapport par Mme Lefaucheux, sur: 1° la demande d'avis, tranmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Durand-Réville, sénateur, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer; 2° la demande d'avis, tranmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Lenormand, député, tendant à modifier et à compléter la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer; 3° la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Mitterrand, député, tendant à modifier la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer; 4° la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Félix-Tchicaya, député, tendant à instituer dans l'ensemble des territoires d'outre-mer un collège électoral unique englobant les citoyens de l'Union française de tous les statuts pour toutes les élections législatives, territoriales et municipales; 5° la demande d'avis, tranmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi rectifiée de M. Conombo, député, portant augmentation du nombre des députés représentant les territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 77.
Voir: Assemblée nationale, nos 707, 10527, 11371, 11415, 11461 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 271 (année 1954), 111 (année 1955), 38, 39, 40 (session 1955-1956).

57. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur les articles 3 à 5 du projet de loi relatif à certaines dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 79.
Voir: Assemblée nationale, n° 11801 (2e législ.).

58. — Proposition de M. Boisdon tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi instituant en Algérie le collège unique pour les élections à l'Assemblée nationale, tout en maintenant l'équilibre de représentation entre les deux éléments de statut civil français et de statut civil local (coranique ou berbère) dont est composée la population algérienne, p. 80.

59. — Proposition de M. Rogué tendant à inviter le Gouvernement à faire étendre, par telles mesures qu'il conviendra, les dispositions des 3e et 4e paragraphes de l'article 4 de la loi de finances n° 55-366 en date du 3 avril 1955 au personnel des cadres à la charge des budgets généraux et locaux, p. 80.

60. — Deuxième rapport supplémentaire par M. Le Brun Kéris, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Saller, sénateur, tendant à réglementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 84.
Voir: Assemblée nationale, n° 5727 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n°s 6 (année 1954), 165 et 197 (année 1955), 28 et 44 (session de 1955-1956).

61. — Rapport de M. Léger sur la vérification des pouvoirs de Mme Schreiber-Crémieux, élue par le Conseil de la République en remplacement de M. Delpuech, p. 81

62. — Rapport de Mme Lefaucheux sur la demande d'avis sur les articles 3 et 5 du projet de loi relatif à certaines dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 81.
Voir: Assemblée nationale, n° 11801 (2e législ.); Conseil de la République, n° 564 (année 1951); Assemblée de l'Union française, n°s 271 (année 1951), 114 (année 1955), 38, 39, 40, 56, 57 (session de 1955-1956).

63. — Rapport de M. Cazelles sur le projet de résolution portant prévision des crédits nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1956, p. 82.

64. — Proposition de M. Dède tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 2 du décret n° 55-1122 du 16 août 1955 fixant les modalités d'application dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant à ces mêmes territoires certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie, p. 82.

65. — Rapport, par M. Dède, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer le maintien et le développement des liaisons maritimes de l'Union française par la création d'une cale de radoub à Djibouti, p. 82.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 65 (année 1955.)

66. — Avis supplémentaire de la commission du plan, de l'équipement, par M. Jean Fleury, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Saller, sénateur, tendant à réglementer les investissements de capitaux étrangers dans la France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 85.
Voir: Assemblée nationale n° 5727 (2e législ.); Conseil de la République, n° 120 (année 1953); Assemblée de l'Union française, n° 6 (année 1954), 175, 197 (année 1955), 28, 44 et 60 (session de 1955-1956.)

67. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, portant application dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer de la loi du 17 mai 1943, modifiée par la loi du 24 avril 1944, organisant les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme en France, p. 86.

68. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, complétant l'article 2 du décret n° 52-935 du 28 juillet 1952, réglementant les obligations professionnelles des médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes diplômés des écoles de médecine et de pharmacie de Dakar, Tananarive et Pondichéry, p. 87.

69. — Proposition de M. Rogué, tendant à inviter le Gouvernement à donner les instructions nécessaires pour que la devise de la République française figure aux frontons de tous les édifices publics des pays d'outre-mer français, p. 87.

70. — Proposition de M. Céran-Jérusalemy tendant à inviter le Gouvernement à créer un établissement bancaire dit « Crédit de Tahiti », destiné à faciliter les prêts à court et moyen terme, se substituant à la caisse centrale de crédit agricole mutuel (créée par décret du 19 décembre 1932), dont le rôle est maintenant dépassé, p. 87.

71. — Rapport supplémentaire de M. Dédé sur la demande d'avis sur le projet de décret portant réorganisation des chambres de commerce, d'agriculture et d'industrie en Afrique occidentale française, p. 88.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 403 (année 1954) et 20 (session de 1955-1956).

72. — Rapport de M. Léger sur la vérification des pouvoirs de M. Natali, élu par l'Assemblée nationale en remplacement de M. Filon, p. 88.

73. — Proposition de M. Marcel Léger tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser entre collectivités de la métropole et collectivités d'outre-mer la pratique dite des « jumelages », p. 88.

74. — Proposition de Mme Malroux tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre permanent de l'éducation de base, p. 89.

75. — Rapport par M. La Gravière, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française: 1° à rassembler d'urgence tous éléments d'information et témoignages concernant le trafic d'esclaves noirs dont, selon des publications et des relations récentes, certains territoires de l'Union française seraient les lieux de passage, de regroupement et, même, de recrutement; 2° à prendre toutes mesures propres à mettre fin sans tarder, si elles se trouvaient établies, aux survivances de pratiques que l'œuvre de la France prétendait abolir et qui contrediraient singulièrement les principes de liberté et de respect de la personne humaine proclamés par la Constitution de 1945 et la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, p. 89.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 362 (année 1954).

76. — Rapport par M. Antonini, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun certaines dispositions de la législation métropolitaine relative aux sociétés à responsabilité limitée, p. 99.
Voir: Assemblée nationale, n° 10515 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 126 (année 1955).

77. — Rapport par M. Boisdon sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant certaines dispositions du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie, p. 100.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 4.

78 — Rapport par M. Boisdon, sur la proposition de résolution, attirant l'attention de l'Assemblée nationale sur l'intérêt et l'urgence qui s'attachent à examiner, dans les délais les plus rapprochés, le projet de loi relatif à la preuve du mariage contracté suivant les règles du droit musulman, selon l'avis donné par l'Assemblée algérienne dans sa séance du 13 janvier 1953 et transmis à l'Assemblée nationale avec demande d'une solution rapide, p. 101.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 22.

79. — Rapport par M. Antonini sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant le décret du 28 septembre 1926 portant réglementation du domaine à Madagascar, p. 102.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 163 (année 1955).

80. — Rapport par M. Raphaël-Leygues sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour 1956 un complément de 8.000 tonnes à la tranche navale votée, p. 103.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 30.

81. — Rapport par M. Reyt sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour permettre la continuation et l'achèvement des travaux d'aménagement du terrain d'aviation militaire de Bouar (Oubangui-Chari), p. 104.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 29.

82. — Rapport par M. Cazelles sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'instituer certaines primes et indemnités en faveur du personnel du cadre général des officiers ingénieurs des eaux et forêts d'outre-mer, p. 105.
Voir: Assemblée de l'Union française n°s 354 (année 1954), 180 (année 1955).

83. — Rapport par M. Boisdon sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. René Pleven, député, tendant à compléter les actes d'état civil par l'indication du statut civil des individus, ainsi qu'à généraliser et réorganiser l'état civil en Algérie, dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle et à y supprimer le régime de la pluralité des états civils; 2° la proposition tendant à demander au Gouvernement d'unifier, dans l'ensemble des territoires d'outre-mer, les règles relatives à l'état civil autochtone, p. 105.
Voir: Assemblée nationale n° 10847 (2e législ.); Assemblée de l'Union française n°s 152, 190 (année 1955).

84. — Avis de la commission du plan et de l'équipement, par M. L'Huillier, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour permettre la continuation et l'achèvement des travaux d'aménagement du terrain d'aviation militaire de Bouar (Oubangui-Chari), p. 110.
Voir: Assemblée de l'Union française n°s 29, 81

85. — Avis de la commission des affaires sociales par M. Bégat sur la proposition tendant à organiser en Algérie, dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, la distribution gratuite de lait et de sucre et, éventuellement, d'autres suppléments alimentaires dans les écoles, p. 110.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 388 (année 1954) et 211 (année 1955).

86. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Guiter sur la proposition tendant à organiser en Algérie, dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, la distribution gratuite de lait et de sucre et, éventuellement, d'autres suppléments alimentaires dans les écoles, p. 110.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 388 (année 1954), 211 (année 1955) et 85 (session de 1955-1956).

87. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ninine, député, tendant à promouvoir dans le territoire du Cameroun sous tutelle internationale, confiée à l'administration de la République française, certaines formes institutionnelles en vue de favoriser le progrès politique, social et économique de ses habitants, p. 110.
Voir: Assemblée nationale, n° 11680 (2e législ.).

88. — Rapport par M. Antonini sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant les articles 40 et 131 du décret du 26 juillet 1932 portant réorganisation du régime de la propriété foncière en Afrique occidentale française, p. 116.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 172 (année 1955).

89. — Avis de la commission des affaires culturelles par M. Chastenet tendant à inviter le Gouvernement de la République française: 1° à rassembler d'urgence tous éléments d'information et témoignages concernant le trafic d'esclaves noirs dont, selon les publications et les relations récentes, certains territoires de l'Union française seraient les lieux de passage, de regroupement et, même, de recrutement; 2° à prendre toutes mesures propres à mettre fin sans tarder, si elles se trouvaient établies, aux survivances de pratiques que l'œuvre de la France prétendait abolir et qui contrediraient singulièrement les principes de liberté et de respect de la personne humaine proclamés par la Constitution de 1946 et par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, p. 117.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 362 (année 1954) et 75 (session de 1955-1956).

90. — Avis de la commission des affaires financières, par M. Cornet, sur la proposition tendant à prévoir pour 1956 un complément de 8.000 tonnes à la tranche navale votée, p. 118.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 30, 80.

91. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Roulleaux-Dugage, sur la proposition tendant à instituer certaines primes et indemnités en faveur du personnel du cadre général des officiers ingénieurs des eaux et forêts d'outre-mer, p. 118.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 351 (année 1954), 82 (session de 1955-1956).

92. — Proposition de M. Géran-Jérusalemy tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse de compensation de soutien des cours du coprah en Océanie, p. 118.

93. — Rapport par Mme Eboué-Tell, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, complétant l'article 2 du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952, réglementant l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun, p. 119.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 206 (année 1955).

94. — Rapport par Mme Eboué-Tell, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, modifiant l'article 2, paragraphe 8, du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952, réglementant l'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun, p. 119.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 209 (année 1955).

95. — Proposition de Mlle Le Ber tendant à développer les écoles de filles aux Comores, p. 119.

96. — Proposition de Mlle Le Ber tendant à la création de fermes-écoles à Madagascar, p. 120.

97. — Proposition de M. Schneider tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement la première tranche de crédits nécessaires à la mise en état de défense des territoires limitrophes de la Libye, pour parer aux conséquences de l'évacuation du Fezzan par les garnisons françaises, p. 120.

98. — Rapport par M. Alfred Bour, sur la proposition de résolution attirant l'attention de l'Assemblée nationale sur l'intérêt et l'urgence qui s'attachent à examiner dans les délais les plus rapprochés le projet de loi portant réforme du régime des tutelles et de l'absence en droit musulman, tel qu'il résulte de l'avis donné par l'Assemblée algérienne dans sa séance du 28 janvier 1953, p. 120.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 21.

99. — Rapport par M. Léger, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à assouplir le régime fiscal des participations prises dans les sociétés minières d'outre-mer, p. 121.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 237 (année 1954).

100. — Rapport par M. Pialoux, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur les projets de décret tendant à rendre applicables les dispositions de la loi du 23 juin 1948, le premier en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française, à Madagascar et dépendances, aux Comores, à la Côte française des Somalis, aux Etablissements français d'Océanie, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au Togo et au Cameroun, le second dans le territoire de Saint-Pierre et Miquelon, p. 127.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 3.

101. — Proposition de résolution de M. de Gouyon tendant à inviter l'Assemblée nationale à prévoir la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein de tout organisme consultatif appelé à préparer les textes nécessaires à la mise en œuvre de l'organisation de la défense de l'Union française dont la création viendrait à être décidée, p. 127.

102. — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, p. 128.

103. — Rapport par M. Bangoura sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre en Guinée française un programme d'électrification des centres secondaires et ruraux par une exploitation plus rationnelle et plus complète de la ligne de transport d'énergie de la centrale hydroélectrique de Grandes-Chutes, p. 128.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 94 (année 1955).

104. — Rapport par M. Jean Guiter sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée nationale à prévoir la représentation de l'Assemblée de l'Union française au sein de tout organisme consultatif appelé à préparer les textes nécessaires à la mise en œuvre de l'organisation de la défense de l'Union française dont la création viendrait à être décidée, p. 129.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 101.

105. — Rapport de M. Iba Zizen sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à célébrer en 1956 le dixième anniversaire du plan par des expositions fixe et itinérante, p. 130.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 176 (année 1955).

106. — Avis de la commission des affaires économiques, par M. Le Brun Kéris, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer le maintien et le développement des liaisons maritimes de l'Union française par la création d'une cale de radoub à Djibouti, p. 130.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 65 (année 1955) et 65 (session de 1955-1956).

107. — Proposition de M. Charlier invitant le Gouvernement à apporter toute l'assistance nécessaire aux populations sinistrées par le cyclone qui a atteint Madagascar, Sainte-Marie et des îles avoisinantes les 26 et 27 janvier 1956, p. 131.

108. — Proposition de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à intensifier le recrutement des unités servant dans les régions sahariennes et dans les troupes nomades, p. 132.

109. — Rapport de M. Malroux, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à combler les vacances d'inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer et à organiser un concours en vue d'admettre au moins vingt inspecteurs, p. 132.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 31.

110. — Rapport par M. Pierre Cornet sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à aménager le système de la gestion pure et simple utilisé pour l'exécution du budget dans les territoires d'outre-mer, p. 134.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 41.

111. — Rapport de M. Antonini sur la proposition invitant le Gouvernement à apporter toute l'assistance nécessaire aux populations sinistrées par le cyclone qui a atteint Madagascar, Sainte-Marie et des îles avoisinantes les 26 et 27 janvier 1956, p. 135.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 107.

112. — Rapport de M. Reyt sur la vérification des pouvoirs de M. Isaulier, élu par le conseil général de la Réunion, p. 135.

113. — Motion de M. Charles-André Julien tendant à réprouver les manifestations de violence qui ont accueilli à Alger le chef du Gouvernement de la République, p. 135.

114. — Proposition de M. Antonini tendant à inviter le Gouvernement à reprendre le plus tôt possible les pourparlers avec le Gouvernement de la République du Sud-Viet-Nam en vue de définir les rapports économiques entre les deux Etats, p. 135.

115. — Rapport par M. Charles-Cros sur la motion tendant à réprouver les manifestations de violence qui ont accueilli à Alger le chef du Gouvernement de la République, p. 135.
Voir Assemblée de l'Union française, n° 113.

116. — Proposition de M. Reyt tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une véritable politique d'action rurale en milieu autochtone, dans les territoires d'outre-mer, sous la forme d'un encadrement du paysannat, p. 136.

117. — Proposition de M. Bernier invitant le Gouvernement à étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation et le régime en vigueur dans la métropole en matière de prestations familiales, p. 136.

118. — Proposition de M. Bernier invitant le Gouvernement à faire financer en totalité, par le budget de l'Etat, les opérations du F. I. D. E. S., section des départements d'outre-mer, ayant pour objet l'équipement social et le secteur de la production, p. 136.

119. — Proposition de M. Bernier invitant le Gouvernement à accorder le bénéfice du régime de sécurité sociale des fonctionnaires aux retraités titulaires d'une pension servie par la caisse de retraites de la France d'outre-mer et domiciliés dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, p. 137.

120. — Proposition de M. Bernier invitant le Gouvernement à créer une école d'apprentissage maritime dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique, p. 137.

121. — Rapport de Mlle Le Ber sur la proposition tendant à développer les écoles de filles aux Comores, p. 137.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 95.

122. — Rapport par M. Deroux sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret complétant l'article 2 du décret n° 52-935 du 28 juillet 1952, réglementant les obligations professionnelles des médecins, chirurgiens dentistes et sages-femmes diplômés des écoles de médecine et de pharmacie de Dakar, Tananarive et Pondichéry, p. 137.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 68.

123. — Rapport de M. Habib-Deloncle sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la réglementation en vigueur en Afrique équatoriale française concernant le statut des agents auxiliaires, p. 138.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 188 (année 1955).

124. — Rapport de M. Burkhardt sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariées à certaines catégories de la population musulmane de l'Algérie, p. 139.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 210 (année 1955).

125. — Proposition et proposition de résolution de M. Georges Monnet, président de la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts, tendant à garantir le financement de la politique d'organisation du marché du café et à reviser les conditions de soutien des prix prévus par l'arrêté du 16 décembre 1955, p. 140.

126. — Proposition de M. Raphaël-Leygues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'accomplissement par les étudiants en médecine de leur service militaire dans les territoires d'outre-mer, en ramenant leur maintien sous les drapeaux à la durée légale, p. 142.

127. — Rapport de M. Itéline sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à reprendre le plus tôt possible les pourparlers avec le Gouvernement de la République du Sud-Vietnam en vue de définir les rapports économiques entre les deux Etats, p. 142.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 114.

128. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Roger Dusseaulx sur la proposition (n° 114, session 1955-1956) de M. Antonini, tendant à inviter le Gouvernement à reprendre le plus tôt possible les pourparlers avec le Gouvernement de la république du Sud-Vietnam en vue de définir les rapports économiques entre les deux Etats, p. 142.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 114.

129. — Proposition de M. Razafindrakoto tendant à inviter le Gouvernement à étudier les possibilités d'une aide financière aux régions de Madagascar sinistrées par suite des inondations du 5 février 1956 et les jours suivants, p. 144.

130. — Rapport par M. Guirandou N'Diaye sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modication du décret du 22 décembre 1916 réglementant l'exercice de la profession de médecin et sage-femme malgaches, p. 144.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 49 (année 1955).

131. — Rapport par M. Jacquier sur la proposition tendant à demander au Gouvernement d'assurer une meilleure connaissance de la Côte française des Somalis et d'y développer le tourisme lors des escales maritimes, p. 144.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 63 (année 1955).

132. — Rapport par M. Marquet sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à permettre à la marine marchande de jouer pleinement son rôle de liaison entre la métropole et la France d'outre-mer, p. 145.
Voir Assemblée de l'Union française, n° 103 (année 1955).

133. — Rapport par M. Georges Monnet sur la proposition et proposition de résolution tendant à garantir le financement de la politique d'organisation du marché du café et à reviser les conditions de soutien des prix prévus par l'arrêté du 16 décembre 1955, p. 147.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 125.

134. — Rapport de M. Antonini sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à étudier les possibilités d'une aide financière aux régions de Madagascar sinistrées par suite des inondations du 5 février 1956 et les jours suivants, p. 149.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 129.

135. — Proposition de Mme Lefaucheux invitant le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaire pour supprimer les obstacles que rencontrent les femmes qui désirent accéder à la magistrature d'outre-mer, p. 149.

136. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à demander au Gouvernement de prévoir l'affectation judicieuse des fonctionnaires ayant la connaissance du monde musulman, p. 150.

137. — Proposition et proposition de résolution de M. Soppo Priso tendant à amnistier les faits qui se sont produits au Cameroun à l'occasion des événements de mai 1955, p. 150.

138. — Proposition de M. Raphaël-Leygues tendant à inviter le Gouvernement à donner le nom de Victor-Schoelcher au premier aviso d'Union française, p. 151.

139. — Proposition de M. Alfred Jacobson tendant à inviter le Gouvernement à porter de 90 p. 100 à 100 p. 100 la subvention métropolitaine aux sections outre-mer du fonds d'investissements pour le développement économique et social (F. I. D. E. S.), pour les exercices 1956 et 1957, p. 151.

140. — Proposition de M. Jean Guiter tendant à demander au Gouvernement quelles mesures il compte prendre d'urgence pour faire cesser le trafic d'armes qui, au frontières de la Libye, du Soudan et de nos territoires africains, présente les plus grands dangers pour le maintien de la sécurité dans ces territoires, p. 152.

141. — Rapport par M. Schneider sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à intensifier le recrutement des unités servant dans les régions sahariennes et dans les groupes nomades, p. 152.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 108.

142. — Proposition de M. Guillabert tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre toutes mesures utiles pour empêcher dans tous les établissements d'enseignements métropolitains le retour de nouveaux incidents; 2° à procéder à une enquête immédiate en vue de déterminer les responsabilités qui auraient été encourues dans l'affaire de Montpellier, notamment chez les représentants de l'exécutif, et à prendre les sanctions exemplaires qui s'imposent en pareilles circonstances, p. 153.

143. — Avis de la commission des affaires financières par M. Léger sur la proposition et proposition de résolution tendant à garantir le financement de la politique d'organisation du marché du café et à reviser les conditions de soutien des prix prévus par l'arrêté du 16 décembre, p. 154
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 125, 133.

144. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Dède sur la proposition et proposition de résolution tendant à garantir le financement de la politique d'organisation du marché du café et à reviser les conditions de soutien des prix prévus par l'arrêté du 16 décembre 1955, p. 154.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 125, 133, 143.

145. — Proposition de M. Boisdon tendant à demander au Gouvernement de définir pour l'Algérie une politique claire et de l'appliquer avec rapidité, p. 154.

146. — Rapport par M. Chiarasini sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à fixer un même index de correction, aux pensions et retraites payées outre-mer sur le budget métropolitain, que celui fixé pour le payement des traitements des personnels civils et militaires en activité de service, p. 155.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 50.

147. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant démonétisation de jetons métalliques d'un et de deux francs émis au Cameroun antérieurement à 1949, p. 156.

148. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant extension de la convention internationale du travail n° 95 aux territoires d'outre-mer, p. 156.

149. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant extension de la convention internationale du travail n° 11 aux territoires d'outre-mer, p. 158.

150. — Proposition de M. Ya Doumbia tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'exercice de la fonction publique outre-mer pour les citoyens originaires des territoires d'outre-mer, p. 159.

151. — Avis de la commission de politique générale, par M. Guirandou N'Diaye, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'exercice de la fonction publique outre-mer pour les citoyens originaires des territoires d'outre-mer, p. 159.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 150.

152. — Proposition de M. Antonini tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour appliquer les mesures de décentralisation et de déconcentration annoncées depuis longtemps, p. 160.

153. — Rapport par M. Antonini sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant au territoire des Etablissements français de l'Océanie les dispositions de la loi du 12 août 1902, qui modifient l'article 9 de la loi du 25 ventôse an XI et abrogent les articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 juin 1843 sur la forme des actes notariés, p. 160.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 173 (année 1955).

154. — Rapport par M. Guirandou N'Diaye sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant application dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer de la loi du 17 mai 1943, modifiée par la loi du 24 avril 1944, organisant les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme en France, p. 160.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 67.

155. — Proposition de M. Dède tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse de stabilisation pour garantir la production du karité en Afrique occidentale française, p. 161.

156. — Proposition de M. Alfred Jacobson tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dès à présent, les mesures d'organisation nécessaires pour faire élaborer les plans de développement social et économique des territoires d'outre-mer et des départements d'outre-mer, portant sur les opérations à accomplir pendant la période quadriennale 1958 à 1961 inclusivement, p. 162.

157. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 162.

158. — Deuxième rapport par M. Bégarra sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret concernant certaines mesures d'extension du repos dominical dans les territoires d'outre-mer, p. 165.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 17 (année 1954).

159. — Rapport par Mme Malroux tendant à inviter le Gouvernement à former des instituteurs et des institutrices en nombre suffisant afin d'assurer la scolarisation, en Algérie, dans des conditions normales et à arrêter le recrutement du nouveau corps d'instructeurs, p. 165.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 42

160. — Rapport par M. Ribéra sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant transformation des conseils du contentieux administratif des territoires d'outre-mer et des territoires associés en tribunaux administratifs, p. 167.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 175 (année 1954).

161. — Rapport par M. Bernier sur la proposition invitant le Gouvernement à faire financer en totalité par le budget de l'Etat les opérations du F. I. D. E. S., section des départements d'outre-mer, ayant pour objet l'équipement social et le secteur de la production, p. 169.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 118.

162. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 170.
Voir: Assemblée nationale, n° 895 (3e législ.).

163. — Rapport par M. Chastenet, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser entre collectivités de la métropole et collectivités d'outre-mer la pratique dite des « jumelages », p. 171.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 73.

164. — Avis de la commission des affaires sociales, par Mlle Le Ber sur la demande d'avis, sur le projet de décret portant application dans les territoires d'outre-mer de la loi du 17 mai 1943 organisant les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme en France, p. 172.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 67, 154.

165. — Rapport de M. Laurin sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour appliquer les mesures de décentralisation et de déconcentration annoncées depuis longtemps, p. 172.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 152.

166. — Rapport de M. Guillabert, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre toutes les mesures utiles pour empêcher, dans tous les établissements d'enseignement métropolitains, le retour de nouveaux incidents; 2° à procéder à une enquête immédiate en vue de déterminer les responsabilités qui auraient été encourues dans l'affaire de Montpellier, notamment chez les représentants de l'exécutif, et à prendre les sanctions exemplaires qui s'imposent en pareilles circonstances, p. 173.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 142.

167. — Rapport de M. Junillon sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'exercice de la fonction publique d'outre-mer pour les citoyens originaires des territoires d'outre-mer, p. 174.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 150.

168. — Rapport par M. Bernier sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à porter de 90 p. 100 à 100 p. 100 la subvention métropolitaine aux sections outre-mer du fonds d'investissement pour le développement économique et social (F. I. D. E .S.) pour les exercices 1956 et 1957, p. 175.
Voir: Assemblée de l'Union française , n° 139.

169. — Proposition de M. Pierre Cornet invitant le Gouvernement à doter les espaces sahariens d'un statut politique spécial impliquant la création d'un organisme chargé de toute initiative relative à la mise en valeur et à la réorganisation du système défensif de cette zone, et comportant la mise sur pied d'une région saharienne, p. 175.

170. — Rapport par M. Héline au nom de la commission de politique générale, sur la demande d'avis (n° 162, session 1955-1956), transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi (A. N. n° 895) autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 178.
Voir Assemblée nationale, n° 895 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 162.

171. — Avis de la commission d'instruction par M. Daber sur le dossier d'élection de M. Berthé, élu par l'Assemblée nationale, p. 180.

172. — Rapport par M. Ribera au nom de la commission d'instruction sur la demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée de l'Union française, p. 180.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 102.

173. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Robert Ballanger, député, tendant à étendre aux ayants droit résidant en Algérie des salariés algériens résidant en France le payement des prestations des assurances maladie, longue maladie, maternité, p. 181.
Voir: Assemblée nationale, n° 202 (3e législ.).

174. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Marcel Cachin, député, tendant à fixer le taux et les conditions de payement des prestations familiales pour les Algériens salariés travaillant en France et dont la famille réside en Algérie, p. 182.
Voir Assemblée nationale, n° 304 (3e législ.).

175. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Bissol, député, tendant à modifier le régime des assurances sociales applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, p. 183.
Voir: Assemblée nationale, n° 467 (3e législ.).

176. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ninine, député, tendant à promouvoir dans le territoire du Cameroun, sous tutelle internationale, confiée à l'administration de la République française, certaines formes institutionnelles en vue de favoriser le progrès politique, social et économique de ses habitants, p. 184.
Voir: Assemblée nationale, n° 981 (3e législ.).

177. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Apithy, député, tendant à fixer les conditions de gestion des intérêts locaux et des intérêts communs des territoires d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française, p. 189.
Voir: Assemblée nationale, n° 920 (3e législ.).

178. — Avis de la commission des affaires culturelles par M. Sylla sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à prendre toutes mesures utiles pour empêcher dans tous les établissements d'enseignement métropolitains le retour de nouveaux incidents; *b*) à procéder à une enquête immédiate en vue de déterminer les responsabilités qui auraient été encourues dans l'affaire de Montpellier, notamment chez les représentants de l'exécutif, et à prendre les sanctions exemplaires qui s'imposent en pareilles circonstances, p. 199.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 142, 166.

179. — Avis de la commission de la législation par M. Troisgros sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 199.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 162, 170.

180. — Proposition de M. Périer tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion des négociations définissant l'interindépendance entre la République française, le Maroc, la Tunisie, à proposer dans chaque négociation la collaboration continue des Etats contractants au sein d'un organisme permanent, p. 199.

181. — Rapport par M. Jean Guiter, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement quelles mesures il compte prendre d'urgence pour faire cesser le trafic d'armes qui, aux frontières de la Libye, du Soudan et de nos territoires africains, présente les plus grands dangers pour le maintien de la sécurité dans ces territoires, p. 199.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 140.

182 rectifié. — Rapport par M. Marcel Léger, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, portant démonétisation de jetons métalliques d'un et deux francs émis au Cameroun antérieurement à 1949, p. 200.
Voir Assemblée de l'Union française, n° 147.

183. — Rapport de M. Deroux sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à l'amélioration de la navigabilité du bief Ansongo-Malanville sur le Niger, à l'aménagement des relations routières et ferroviaires avec la côte dahoméenne, et à la construction d'un port en eau profonde sur la côte du Bénin, dans le but de favoriser le développement économique des territoires du Niger, du Soudan, du Dahomey et du Togo, p. 200.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 309 (année 1953).

184. — Avis de la commission du plan par M. Duval, sur la proposition invitant le Gouvernement à faire financer en totalité par le budget de l'Etat les opérations du F. I. D. E. S., section des départements d'outre-mer, ayant pour objet l'équipement social et le secteur de la production, p. 200.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 118, 161.

185. — Avis de la commission des relations extérieures par M. Pierre-Louis Berthaud sur la proposition tendant à demander au Gouvernement quelles mesures il compte prendre d'urgence pour faire cesser le trafic d'armes qui, aux frontières de la Libye, du Soudan et de nos territoires africains, présente les plus grands dangers pour le maintien de la sécurité dans ces territoires, p. 201.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 140, 181.

186. — Proposition de M. Marcel Léger, tendant à exprimer la sympathie de l'Assemblée de l'Union française aux familles des victimes du naufrage du *Vent Printanier*, p. 203.

187. — Rapport de M. Laurin sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre toutes mesures utiles pour empêcher dans tous les établissements d'enseignement métropolitains le retour de nouveaux incidents; 2° à procéder à une enquête immédiate en vue de déterminer les responsabilités qui auraient été encourues dans l'affaire de Montpellier, notamment chez les représentants de l'exécutif et à prendre les sanctions exemplaires qui s'imposent en pareilles circonstances, p. 204.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 142, 178.

188. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, habilitant les pharmaciens principaux diplômés de l'école de médecine et de pharmacie de Dakar à exercer la pharmacie en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française, au Togo et au Cameroun, p. 204.

189. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun l'article 28 de la loi n° 55-722 du 27 mai 1955 et le décret n° 55-620 du 20 mai 1955 complétant le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires, p. 204.

190. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Raymond Lefranc, député, tendant à étendre aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés algériens travaillant dans l'agriculture en France, le payement des prestations des assurances maladie, longue maladie, maternité, p. 205.
Voir: Assemblée nationale, n° 294 (2e législ.).

191. — Proposition de Mme Lefaucheux tendant à supprimer en faveur des étudiants boursiers originaires d'outre-mer la clause de limite d'âge pour la participation à la sécurité sociale, et à étendre le bénéfice de cette sécurité aux étudiants non boursiers originaires des territoires d'outre-mer et âgés de moins de vingt-huit ans, p. 205.

192. — Rapport par M. Troisgros, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires à l'organisation d'un plan de fourniture des denrées alimentaires excédentaires de la métropole aux territoires et départements d'outre-mer sous-alimentés, p. 206.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 51.

193. — Proposition de M. Louis Delmas tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour favoriser l'acquisition, en France, d'immeubles à usage d'habitation par les métropolitains résidant provisoirement outre-mer, p. 207.

194. — Rapport de Mlle Le Ber, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, habilitant les pharmaciens principaux diplômés de l'école de médecine et de pharmacie de Dakar à exercer la pharmacie en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française, au Togo et au Cameroun, p. 208.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 188.

195. — Rapport de M. Duval sur la proposition de résolution, tendant à amnistier les faits qui se sont produits au Cameroun à l'occasion des événements de mai 1955, p. 208.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 137.

196. — Rapport fait par M. Vignes, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion des négociations définissant l'interindépendance entre la République française, le Maroc, la Tunisie, à proposer dans chaque négociation la collaboration continue des Etats contractants au sein d'un organisme permanent, p. 210.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 180.

197. — Proposition de Mme Lefaucheux tendant à demander au Gouvernement de déposer un projet de loi prévoyant en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, pour les mères restées veuves, certains droits de tutelle ou de garde sur leurs enfants mineurs, p. 210.

198. — Rapport de M. Bégarra sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Ballanger, député, tendant à étendre aux ayants droit résidant en Algérie des salariés algériens résidant en France le payement des prestations des assurances maladie, longue maladie, maternité, p. 212.
Voir: Assemblée nationale, n° 292 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 173

199. — Rapport de M. Bégarra sur la demande d'avis sur la proposition de loi de M. Cachin, député, tendant à fixer le taux et les conditions de payement des prestations familiales pour les Algériens salariés travaillant en France et dont la famille réside en Algérie, p. 212.
Voir: Assemblée nationale, n° 304 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 174.

200. — Rapport de M. Bunier sur la demande d'avis sur la proposition de loi tendant à modifier le régime des assurances sociales applicable dans les départements d'outre-mer, p. 212.
Voir: Assemblée nationale, n° 467 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 175.

201. — Proposition de M. Roger Dusseaulx tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures commandées par la situation économique des territoires et départements d'outre-mer, p. 212.

202. — Rapport par M. Castex, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement: *a*) à améliorer en permanence les relations aériennes entre la métropole et Nouméa, ainsi qu'entre Nouméa et les Nouvelles-Hébrides; *b*) à prendre toutes mesures en vue de la création d'un réseau français en Nouvelle-Calédonie, p. 282.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 11.

203. — Rapport par M. Antonini, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, tendant à améliorer la situation de la propriété foncière dans les Etablissements français de l'Océanie, p. 283.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 5.

204. — Rapport par M. Raphaël-Leygues, au nom de la commission de la défense de l'Union française, sur la proposition (n° 138, session 1955-1956) de MM. Raphaël-Leygues, Héline et des membres du groupe d'union des gauches républicaines pour l'Union française tendant à inviter le Gouvernement à donner le nom de *Victor-Schœlcher* au premier aviso d'Union française, p. 285.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 138.

205. — Avis de l'intercommission chargée de l'étude du rôle de l'Assemblée de l'Union française dans la structure de l'Union par M. Périer, tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion des négociations définissant l'interindépendance entre la République française, le Maroc, la Tunisie, à proposer dans chaque négociation la collaboration continue des Etats contractants au sein d'un organisme permanent, p. 285.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 180 et 196.

206. — Avis de la commission du plan par M. Jacobson sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à porter de 90 p. 100 à 100 p. 100 la subvention métropolitaine aux sections outre-mer du fonds d'investissement pour le développement économique et social (F. I. D. E. S.) pour les exercices 1956 et 1957, p. 285.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 139, 168.

207. — Rapport de M. Ahmed Abdallah sur la vérification des pouvoirs de M. Sall Ibrahima élu par l'assemblée territoriale du Soudan en remplacement de M. Keita, p. 285.

208. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, étendant aux territoires d'outre-mer et sous tutelle relevant du ministre de la France d'outre-mer les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du code civil, p. 286.

209. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de l'Afrique occidentale française, p. 286.

210. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, concernant l'émission au Togo de jetons métalliques, p. 287.

211. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, portant réglementation de l'emploi des étrangers en Côte française des Somalis, p. 287.

212. — Rapport par M. Raphaël-Leygues, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'accomplissement par les étudiants en médecine de leur service militaire dans les territoires d'outre-mer en ramenant leur maintien sous les drapeaux à la durée légale, p. 288.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 126.

213. — Proposition de M. Sylla tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 53-1266 du 22 décembre 1953 portant aménagement du régime de rémunération des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer, p. 288.

214. — Rapport par M. Theetten, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de l'article 1er de la loi n° 53-148 du 25 février 1953 et celles du décret n° 53-811 du 3 septembre 1953 relatives à l'émission d'obligations convertibles en actions, p. 289.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 50 (année 1955).

215. — Proposition de M. Rogué tendant à inviter le Gouvernement à donner les instructions nécessaires pour fournir soit un emploi réservé, soit un rengagement dans l'armée (troupes de la France d'outre-mer) aux anciens militaires africains renvoyés dans leurs foyers pour excédent d'effectif, p. 289.

216. — Rapport supplémentaire par Mme Eboué-Tell, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret complétant l'article 2 du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 réglementant l'exercice des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle du Togo et du Cameroun, p. 290.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 206 (année 1955).

217. — Avis de la commission des affaires culturelles par M. La Gravière sur la proposition tendant à donner le nom de Victor Schœlcher au premier aviso d'Union française, p. 290.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 138, 204.

218. — Rapport par M. Georges Oudard, au nom de la commission de politique générale, sur la proposition (n° 15, session 1955-1956) de M. Ceran-Jerusalemy tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la dénomination des Etablissements français de l'Océanie, p. 290.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 15.

219. — Proposition de M. Rogué tendant à demander au Gouvernement de prolonger de deux ans le délai prévu à l'article 17 du décret n° 53-161 déterminant les modalités d'application du code de la nationalité française en Afrique équatoriale française, p. 292.

220. — Avis de la commission de l'agriculture, par M. Reyt, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires à l'organisation d'un plan de fournitures des denrées alimentaires excédentaires de la métropole aux territoires et départements d'outre-mer sous-alimentés, p. 293.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 51, 192.

221. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Jacques Fourcade, député, portant revision des articles 71, 72, 73 et 74 de la Constitution, p. 294.
Voir: Assemblée nationale, n° 660 (3e législ.).

222. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Senghor, député, relative à la revision du titre VIII de la Constitution de la République française, p. 296.
Voir: Assemblée nationale, n° 1042 (3e législ.).

223. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Maurice Lenormand, député, tendant à modifier et à compléter la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 298.
Voir: Assemblée nationale, n° 1363 (3e législ.).

224. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Maurice Lenormand, député, tendant à augmenter et à répartir le nombre des sièges assurant la représentation des territoires d'outre-mer au Conseil économique, p. 299.
Voir: Assemblée nationale, n° 1392 (3e législ.).

225. — Avis de la commission des affaires culturelles, par M. Berthaud, sur la proposition tendant à déposer un projet de loi modifiant la dénomination des établissements français de l'Océanie, p. 300.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 15, 218.

226. — Proposition de M. Georges Riond tendant à inviter le Gouvernement à harmoniser d'urgence la législation relative aux anciens combattants d'outre-mer et la législation relative aux anciens combattants de la métropole, p. 300.

227. — Rapport de M. Cornet sur la vérification des pouvoirs de M. Rocaglia, élu par l'assemblée territoriale du Cameroun, en remplacement de M. M'Bida, p. 300.

228. — Rapport de de M. Boisdon sur la vérification des pouvoirs de M. Lakhdari, élu par l'assemblée algérienne, en remplacement de M. Hamroun, décédé, p. 300.

229. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Depreux, député, portant réforme de l'enseignement public, p. 300.
Voir: Assemblée nationale, n° 206 (3e législ.).

230. — Avis de la commission des affaires sociales, par M. Schmitt, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à permettre à la marine marchande de jouer pleinement son rôle de liaison entre la métropole et la France d'outre-mer, p. 306.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 103 (année 1955); 132 (session de 1955-1956).

231. — Rapport, par M. Antonini, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant réglementation des loyers des locaux d'habitation en Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 306.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 157.

232. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les décrets n°s 53-947 du 30 septembre 1953 et 55-627 du 20 mai 1955 modifiant la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, p. 310.

233. — Rapport, par Mme Eboué-Tell, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour favoriser l'acquisition en France d'immeubles à usage d'habitation par les métropolitains résidant provisoirement outre-mer, p. 311.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 193.

234. — Rapport de Mme Malroux sur la vérification des pouvoirs de MM. Le Coutaller et Wagner, élus par l'Assemblée nationale, en remplacement de MM. Alduy et Charles Marguerite, p. 311.

235. — Rapport de M. Max André sur la vérification des pouvoirs de MM. Dumas et Letourneau, élus par l'Assemblée nationale, en remplacement de MM. Fontanet et Griaule, décédés, p. 311.

236. — Proposition de M. Cornet tendant à inviter le Gouvernement à organiser dans la métropole, dans les plus brefs délais, une journée de solidarité nationale en l'honneur de l'Algérie, p. 311.

237. — Rapport de Mme Lefaucheux sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à organiser dans la métropole dans les plus brefs délais une journée de solidarité nationale en l'honneur de l'Algérie, p. 312.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 236.

238. — Proposition de M. de Gouyon tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de conserver Bizerte comme base navale intéressant la défense de l'Union française, p. 312.

239. — Proposition de résolution de M. Begarra invitant l'Assemblée nationale à voter une loi assurant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 312.

240. — Proposition de résolution de M. de Gouyon tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à faire procéder à l'édition d'une plaquette destinée à informer sur sa composition, son rôle, ses moyens, p. 321.

241. — Proposition de résolution de M. Rosenfeld tendant à modifier le règlement de l'Assemblée afin de permettre: 1° un vote de confirmation pour les avis et propositions de résolution adoptés par l'Assemblée de l'Union française et qui n'ont pas eu de suite en raison de la fin de la législature de l'Assemblée nationale; 2° un vote de confirmation pour les avis et propositions adoptés par l'Assemblée de l'Union française et qui n'ont pas eu de suite en raison d'un changement de gouvernement, p. 322.

242. — Rapport, par M. Cazelles, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une véritable politique d'action rurale en milieu autochtone dans les territoires d'outre-mer sous la forme d'un encadrement du paysannat, p. 322.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 116.

243. — Rapport, par M. Alfred Jacobson, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dès à présent, les mesures d'organisation nécessaires pour élaborer les plans de développement social et économique des territoires d'outre-mer et des départements d'outre-mer portant sur les opérations à accomplir pendant la période quadriennale 1958 à 1961 inclusivement, p. 323.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 156.

244. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 324.
Voir: Assemblée nationale, n° 1487 (3e législ.).

245. — Avis de la commission du plan par M. Lhuillier sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une véritable politique d'action rurale en milieu autochtone dans les territoires d'outre-mer sous la forme d'un encadrement du paysannat, p. 324.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 116.

246. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant l'article 15 du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 pour l'application dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer du nouveau code de déontologie médicale édicté par le décret n° 55-1591 du 28 novembre 1955, p. 325.

247. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un office français de protection des réfugiés et des apatrides, p. 325.

248. — Proposition de résolution présentée par M. Cazelles tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information en Afrique occidentale française et Afrique équatoriale française en vue d'étudier dans quelles conditions peut être réalisé l'encadrement du paysannat prévu dans la proposition n° 116, session 1955-1956, p. 325.

249. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 326.
Voir: Assemblée nationale, n° 1487 (3e législ.).

250. — Rapport par M. Dède sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse de stabilisation pour garantir la production du karité en Afrique occidentale française, p. 326.
Voir: assemblée de l'Union française, n° 155.

251. — Rapport par M. Castex sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer le plus rapidement possible la construction d'un aérodrome de classe internationale à Papeete (Tahiti), p. 328.
Voir: assemblée de l'Union française, n° 6.

252. — Rapport par M. Cazelles sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale; 2° la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 329.
Voir: Assemblée nationale, n° 1487 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n°s 224, 249.

253. — Proposition de M. Rogué tendant à inviter le Gouvernement à encourager la constitution des sociétés ou comités d'études en voie de formation en Afrique équatoriale française et au Cameroun pour les études des voies ferrées dites Bangui-Tchad et Douala-Tchad, à fixer l'orientation de leurs travaux et à leur allouer sur le F. I. D. E. S. (section générale) les subventions nécessaires à leur fonctionnement en vue de la fourniture d'études concrètes, dans un délai rapproché, permettant de fixer les objectifs du prochain plan en la matière, p. 330.

254. — Proposition de M. Louis Delmas tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'Afrique occidentale française une subvention spéciale de 700 millions de francs C. F. A. pour construire, à l'occasion de la célébration du centenaire de Dakar, un quartier centre social et civique dans les quartiers suburbains de la ville proprement dite, p. 331.

255. — Proposition de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à élaborer d'urgence une doctrine militaire adaptée à la forme des guerres actuelles et à l'appliquer, p. 331.

256. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à inspirer son action diplomatique et militaire du souci constant de préserver l'Union française des forces étrangères qui travaillent à sa désagrégation, p. 332.

257. — Avis de la commission du plan, par M. Alfred Jacobson, sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale; 2° la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 332.
Voir: Assemblée de l'Union française, n°s 244, 249, 252.

258. — Rapport, par M. Marcel Léger, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de l'Afrique occidentale française, p. 333.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 209.

259. — Rapport, par M. Marcel Léger, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret concernant l'émission au Togo de jetons métalliques, p. 334.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 210.

260. — Avis de la commission des affaires sociales, par M. Sicé, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires à l'organisation d'un plan de fournitures des denrées alimentaires excédentaires de la métropole aux territoires et départements d'outre-mer sous-alimentés, p. 334.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 51.

261. — Avis sur la proposition de la commission de l'agriculture, par M. Bouda, tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse de stabilisation pour garantir la production du karité en Afrique occidentale française, p. 335.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 155.

262. — Rapport de M. Léger sur la vérification des pouvoirs de MM. Giovani et Fredet, élus par l'Assemblée nationale en remplacement de MM. Carroué et Roclore, p. 335.

263. — Avis de la commission de l'agriculture par M. Georges Monnet sur: 1° la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale; 2° de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, p. 335.
Voir: Assemblée nationale, n° 1487 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n°s 244, 249, 252, 257.

264. — Proposition de M. Laurin tendant à inviter le Gouvernement à créer un secrétariat général au ministère de la France d'outre-mer pour assurer dans le domaine économique et social une meilleure continuité de l'action gouvernementale dans les territoires d'outre-mer, p. 335.

265. — Rapport par M. Cazelles sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française en vue d'étudier dans quelles conditions peut être réalisé l'encadrement du paysannat prévu dans la proposition n° 116, session 1955-1956, p. 336.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 248.

266. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention sur la nationalité conclue entre la France et l'Etat du Viet-Nam, p. 336.
Voir: Assemblée nationale, n° 1479 (3e législ.).

267. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Raphaël Babet, député, tendant à défendre la production sucrière des départements d'outre-mer par: 1° le rétablissement de remboursement intégral des frais d'approche, institué le 2 juillet 1813 en faveur des sucres d'outre-mer sous l'appellation de détaxe de distance et supprimé implicitement en décembre 1945; 2° une réduction des délais de payement des cannes et des sucres des départements d'outre-mer; 3° un aménagement des charges sociales pesant sur les planteurs des départements d'outre-mer, p. 338.
Voir: Assemblée nationale, n° 1239 (3e législ.).

268. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Liante, député, tendant à faire respecter à Madagascar les lois interdisant le travail forcé et, en conséquence, à abroger les arrêtés locaux des 2 août 1938 et 7 juin 1950 et à réparer les préjudices causés par l'application de leurs dispositions, p. 340.
Voir: Assemblée nationale, n° 636 (3e législ.).

269. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Pierre July, député, tendant à ériger l'ensemble de la zone saharienne, centrale et désertique en un groupe de trois départements français à statut spécial, distinct des territoires limitrophes (Algérie, Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française) et nommé « Afrique saharienne française », p. 342.
Voir: Assemblée nationale, n° 1131 (3e législ.).

270. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Mamadou Dia, député, tendant à fixer le cadre d'une réforme des institutions économiques relatives à la mutualité, la coopération, le crédit agricole dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 344.
Voir: Assemblée nationale, n° 1267 (3e législ.).

271. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Maurice Lenormand, député, relative au statut organique et aux institutions territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, p. 346.
Voir: Assemblée nationale, n° 1282 (3e législ.).

272. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Barry Diawadou, député, relative à la formation des assemblées de groupes et des assemblées d'Afrique occidentale française et du Togo, d'Afrique équatoriale française et du Cameroun et de Madagascar, p. 361.
Voir: Assemblée nationale n° 1471 (3e législ.).

273. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Félix-Tchicaya, député, relative à l'abrogation du décret du 24 juillet 1929 portant réglementation de l'immigration dans les territoires d'outre-mer, p. 363.
Voir: Assemblée nationale, n° 1605 (3e législ.).

274. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de résolution de M. Lenormand, député, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les décrets nécessaires pour l'application en Nouvelle-Calédonie de la loi du 3 mai 1946, sur l'obligation d'exploiter les terres cultivables, et du titre Ier: « Statut du métayage et du fermage » du livre VI du code rural (renvoyée à la commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts), p. 364.
Voir: Assemblée nationale, n° 1288 (3e législ.).

275. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à créer un institut africain français (I. A. F.) chargé de la mise en valeur de l'Afrique française dans le cadre d'une politique de prospérité commune entre tous les membres de l'Union française, p. 365.

276. — Rapport par M. Alfred Bour, tendant à la création de fermes-écoles à Madagascar, p. 367.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 96.

277. — Rapport par M. Boisdon sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prévoir l'affectation judicieuse des fonctionnaires ayant la connaissance du monde musulman, p. 368.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 136.

278. — Rapport par M. Boisdon sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de déposer un projet de loi prévoyant en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, pour les mères restées veuves certains droits de tutelle ou de garde sur leurs enfants mineurs, p. 368.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 197.

279. — Rapport par M. Boisdon sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prolonger de deux ans le délai prévu à l'article 17 du décret n° 53-161 déterminant les modalités d'application du code de la nationalité française en Afrique équatoriale française, p. 370.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 219.

280. — Proposition de Mme Malroux tendant à inviter le Gouvernement à développer et à intensifier les relations culturelles existant entre les populations d'outre-mer et la métropole, p. 370.

281. — Proposition de M. Boisdon tendant à inviter le Gouvernement à décider la création au sein de la section française de l'exposition de Bruxelles 1958 d'une sous-section d'outre-mer, p. 371.

282. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi (A. N. n° 1698) portant réforme pour l'Algérie du régime des tutelles et de l'absence en droit musulman, p. 372.
Voir: Assemblée nationale n° 1698 (3e législ.).

283. — Proposition de résolution de M. Junillon tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés pour y étudier: 1° les conditions d'établissement de l'état civil; 2° la réforme de la fonction publique; 3° l'organisation judiciaire, p. 378.

284. — Rapport par M. Dède sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant le décret n° 53-33 du 28 janvier 1953 portant organisation de la chambre de commerce et d'industrie des Etablissements français de l'Océanie, p. 379.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 48.

285. — Rapport par Mme Malroux, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à développer et à intensifier les relations culturelles existant entre les populations d'outre-mer et la métropole, p. 381.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 220.

286. — Rapport par M. Junillon sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à désigner une mission d'information dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés pour y étudier: 1° les conditions d'établissement de l'état civil; 2° la réforme de la fonction publique; 3° l'organisation judiciaire, p. 382.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 283.

287. — Rapport par M. Ribera sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret fixant, dans les territoires relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer (y compris le Togo et le Cameroun), la mise sous séquestre des biens mobiliers et immobiliers ayant appartenu aux groupes de combat et milices privées dissous et en attribuant le produit après liquidation, à l'Etat, p. 383.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 13.

288. — Rapport par M. Antonini, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer un établissement bancaire dit Crédit de Tahiti destiné à faciliter les prêts à court et moyen terme, se substituant à la caisse centrale de crédit agricole mutuel (créée par décret du 9 décembre 1932) dont le rôle est maintenant dépassé, p. 383.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 70.

289. — Rapport par M. Pialoux sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer et sous tutelle relevant du ministère de la France d'outre-mer, les dispositions de l'article 7 de la loi du 11 mars 1932 complétant l'article 2101 du code civil, p. 384.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 208.

290. — Avis de la commission des affaires sociales, par Mme Malroux, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de déposer un projet de loi prévoyant, en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, pour les mères restées veuves, certains droits de tutelle ou de garde sur leurs enfants mineurs, p. 385.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 197.

291. — Avis de la commission des affaires financières, par M. Cazelles, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à assurer, le plus rapidement possible, la construction d'un aérodrome de classe internationale à Papeete (Tahiti), p. 385.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 6, 251.

292. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. René Pleven, tendant à compléter les actes d'état civil par l'indication du statut civil et de la nationalité des individus, ainsi qu'à généraliser et réorganiser l'état civil en Algérie, dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle et à y supprimer le régime de la pluralité des états civils, p. 386.
Voir: Assemblée nationale, n° 230 (3e législ.).

293. — Avis de la commission des relations extérieures, par M. Bidet, sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prévoir l'affectation judicieuse des fonctionnaires ayant la connaissance du monde musulman, p. 389.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 136, 277.

294. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi concernant l'approbation de comptes définitifs de l'Afrique occidentale française, p. 389.
Voir: Assemblée nationale, n° 1778 (3e législ.).

295. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Togo), p. 391.

296. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun), p. 392.

297. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Etablissements français de l'Océanie), p. 393.

298. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores), p. 393.

299. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française), p. 395.

300. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant le décret du 22 juillet 1939 portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française et au Togo et le tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française), p. 395.

301. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé ou décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie), p. 396.

302. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé ou décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Côte française des Somalis), p. 397.

303. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 18 novembre 1932 portant institution du crédit maritime mutuel aux îles Saint-Pierre et Miquelon, p. 397.

304. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret tendant à modifier l'article 8 du décret du 27 avril 1939 relatif aux conditions d'admission et de séjour des Français et des étrangers dans les établissements français de l'Océanie, p. 398.

305. — Rapport, par M. Antonini, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Fourcade, député, portant revision des articles 71, 72, 73 et 74 de la Constitution, p. 398.
Voir: Assemblée nationale, n° 660 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 221.

306. — Rapport, par M. Georges Riond, sur la proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée de l'Union française à faire procéder à l'édition d'une plaquette destinée à informer sur sa composition, son rôle, ses moyens, p. 400.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 210.

307. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, étendant aux communes de plein exercice et aux communes de moyen exercice de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar la loi n° 56-425 du 28 avril 1956 modifiant l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés, p. 401.

308 — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de diverses lois qui ont complété ou modifié des articles du code civil, p. 402.

309. — Rapport, par M. Omer Sarraut, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans chacune des chambres de la cour de cassation, un poste de conseiller réservé à la magistrature de la France d'outre-mer, p. 402.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 353 (année 1954).

310. — Rapport, par M. Antonini, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, l'article 28 de la loi n° 55-722 du 27 mai 1955 et le décret n° 55-620 du 20 mai 1955 complétant le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection des obligataires, p. 403.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 189.

311. — Rapport, par M. Antonini, sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer les décrets nos 53-947 du 30 septembre 1953 et 55-627 du 20 mai 1955 modifiant la loi n° 52-332 du 25 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, p. 404.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 232.

312. — Proposition de M. Georges Monnet tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence un certain nombre de mesures nécessaires à l'organisation du marché du café, à l'amélioration de sa qualité et au développement de sa consommation, p. 404.

313. — Rapport, par M. Cazelles, au nom de la commission de comptabilité, sur la proposition de résolution portant règlement des comptes de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1954, p. 406.

314. — Rapport, par M. Cazelles, au nom de la commission de comptabilité, sur la proposition de résolution portant règlement définitif des comptes annexes de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1954, p. 407.

315. — Rapport par M. Georges Monnet sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence un certain nombre de mesures nécessaires à l'organisation du marché du café, à l'amélioration de sa qualité et au développement de sa consommation, p. 408.
Voir: Assemblée de l'Union française n°. 312.

316. — Rapport par M. Baudoin sur la proposition tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de conserver Bizerte comme base navale intéressant la défense de l'Union française, p. 410.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 238.

317. — Rapport par M. Sicé sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret modifiant l'article 15 du décret n° 52-964 du 28 juillet 1952 pour l'application dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer du nouveau code de déontologie médicale édicté par le décret n° 55-1591 du 28 novembre 1955, p. 413.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 246.

318. — Rapport par M. Loste sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur la proposition de loi de M. Maurice Lenormand, député, tendant à augmenter et à répartir le nombre des sièges assurant la représentation des territoires d'outre-mer au Conseil économique, p. 413.
Voir: Assemblée nationale n° 1392 (3e législ.); Assemblée de l'Union française n° 224.

319. — Avis de la commission de politique générale par Mme Lefaucheux sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Fourcade, député, portant revision des articles 71, 72, 73 et 74 de la Constitution, p. 414.
Voir: Assemblée nationale n° 660 (3e législ.); Assemblée de l'Union française nos 221, 305.

320. — Rapport par M. Montrat sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'Afrique occidentale française une subvention spéciale de 700 millions de francs C. F. A. pour construire, à l'occasion de la célébration du centenaire de Dakar, un quartier, centre social et civique, dans les quartiers suburbains de la ville proprement dite, p. 414.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 254.

321. — Rapport par M. La Gravière sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement de la République française à déposer, à bref délai, sur le bureau de l'Assemblée nationale, un nouveau projet de loi portant dispositions propres à enrayer les progrès de l'alcoolisme dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires associés, p. 414.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 244 (année 1954).

322. — Avis de la commission de la défense de l'Union française, par M. Laurent-Eynac, sur la proposition tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de conserver Bizerte comme base navale intéressant la défense de l'Union française, p. 427.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 238.

323. — Proposition de M. Pierre Cornet tendant à inviter le Gouvernement à apporter à la législation en vigueur les redressements susceptibles d'interdire pour le personnel du ministère de la France d'outre-mer toute possibilité de cumul entre des fonctions administratives et des fonctions de contrôle, p. 429.

324. — Proposition de M. Georges Monnet tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à garantir aux producteurs de cacao les prix indispensables pour leur assurer une juste rémunération, p. 430.

325. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre, député, portant réforme pour l'Algérie du régime des tutelles et de l'absence en droit musulman, p. 432.
Voir: Assemblée nationale n° 1453 (3e législ.).

326. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre, député, relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 439
Voir: Assemblée nationale n° 2089 (3e législ.).

327. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet, député, tendant à instituer la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 446.
Voir: Assemblée nationale n° 1600 (3e législ.).

328. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Llante, député, tendant à abroger les modifications apportées aux articles 209, 211, 212, 214, 215, 216, 217, 218 et 218 *bis* du code du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 451.
Voir: Assemblée nationale n° 1763 (3e législ.).

329. — Proposition de Mme Lefaucheux tendant à demander au Gouvernement d'étendre par décret aux territoires d'outre-mer et territoires associés le bénéfice de la loi du 30 décembre 1921, p. 452.

330. — Demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi portant statut et réforme de l'agence France-Presse, p. 452.
Voir: Assemblée nationale n° 1196 (3e législ.).

331. — Proposition de M. Georges Monnet tendant à inviter le Gouvernement à ne pas laisser compromettre le développement des productions d'oléagineux dans les territoires d'outre-mer par des mesures restrictives prises contre leurs débouchés dans la métropole, p. 454.

332. — Rapport, par M. Charlier, sur la proposition tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur les dangers que présente l'immigration clandestine en Afrique, notamment à Madagascar, et à l'inviter à y porter remède, p. 456.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 140.

333. — Rapport par M. Robert Léon sur la proposition tendant à supprimer, en faveur des étudiants boursiers originaires d'outre-mer, la clause de limite d'âge pour la participation à la sécurité sociale et à étendre le bénéfice de cette sécurité aux étudiants non boursiers originaires des territoires d'outre-mer et âgés de moins de vingt-huit ans, p. 457.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 191.

334. — Rapport par M. Charles-Cros sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, étendant aux communes de plein exercice et aux communes de moyen exercice de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar la loi n° 56-425 du 28 avril 1956 modifiant l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés, p. 457.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 307.

335. — Rapport de M. Dède sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à coordonner la production et la consommation du sucre dans l'Union française, p. 458.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 66 (année 1955).

336. — Rapport par M. Guillabert sur la proposition invitant le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour supprimer les obstacles que rencontrent les femmes qui désirent accéder à la magistrature outre-mer, p. 458.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 135.

337. — Avis de la commission des affaires sociales, par M. Dubois, sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'Afrique occidentale française une subvention spéciale de 700 millions de francs C. F. A. pour construire, à l'occasion de la célébration du centenaire de Dakar, un quartier, centre social et civique, dans les quartiers suburbains de la ville proprement dite, p. 458.
Voir: Assemblée de l'Union française n°s 254, 320.

338. — Rapport de M. Junillon sur la demande d'avis sur le projet de loi portant statut et réforme de l'agence France-Presse, p. 458.
Voir: Assemblée nationale n° 1193 (3e législ.); Assemblée de l'Union française n° 330.

339. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Emmanuel Very, député, tendant à autoriser le service des alcools à acheter du rhum, p. 458.
Voir: Assemblée nationale n° 1128 (3e législ.).

340. — Proposition de M. Fleury tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à réaliser une nouvelle migration de populations au sein de l'Union française, p. 459.

341. — Proposition de M. Pierre-Louis Berthaud tendant à inviter le Gouvernement à rechercher, édicter et promouvoir les mesures propres à coordonner la production vitivole et à développer la consommation du raisin-aliment dans l'Union française, p. 460.

342. — Proposition de résolution de Mme Lefaucheux demandant à l'Assemblée nationale d'adopter une proposition de loi reculant, au bénéfice des étudiants originaires des territoires d'outre-mer, les limites d'âge prévues pour les concours et examens, p. 461.

343. — Proposition de M. Jean Guiter tendant à inviter le Gouvernement à renforcer le dispositif militaire de sécurité au Sahara et en Afrique occidentale française pour prévenir les répercussions d'éventuels incidents analogues à ceux qui se sont récemment déroulés à Tindouf, p. 461.

344. — Rapport par M. Isautier sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à encourager la constitution des sociétés ou comités d'études en voie de formation en Afrique équatoriale française et au Cameroun pour les études des voies ferrées dites Bangui-Tchad et Douala-Tchad, à fixer l'orientation de leurs travaux et à leur allouer sur le F. I. D. E. S. (section générale) les subventions nécessaires à leur fonctionnement en vue de la fourniture d'études concrètes, dans un délai rapproché, permettant de fixer les objectifs du prochain plan en la matière, p. 462.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 253.

345. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Togo), p. 462.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 295.

346. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Cameroun), p. 463.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 296.

347. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Etablissements français de l'Océanie), p. 463.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 297.

348. — Rapport par M. Boison, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Madagascar et Comores), p. 463.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 298.

349. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique équatoriale française), p. 464.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 299.

350. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret modifiant le décret du 22 uillet 1939 portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française et au Togo et le tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Afrique occidentale française), p. 465.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 300.

351. — Rapport par M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie), p. 465.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 301.

352. — Rapport de M. Boisdon, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification au tableau A annexé au décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature d'outre-mer (Côte française des Somalis), p. 465.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 302.

353. — Proposition de M. Oudard tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que, le 14 juillet 1956, la journée nationale soit célébrée dans l'Union française sous le signe de la solidarité en faveur des soldats d'Algérie et de leurs familles, p. 466.

354. — Demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres sur le projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi n° 50-7 du 5 janvier 1950 rendant obligatoire pour certaines catégories de la population la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G., p. 466.

355. — Rapport par M. Pierre Cornet, au nom de la commission des affaires financières, sur la demande d'avis (n° 294, session 1955-1956), transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi concernant l'approbation des comptes définitifs de l'Afrique occidentale française, p. 467.
Voir: Assemblée de l'Union française, p. 294.

356. — Rapport par M. Dubois, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant réglementation de l'emploi des étrangers en Côte française des Somalis, p. 468.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 211.

357. — Rapport par M. André Bidet, sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952 portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides, p. 469.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 247.

358. — Rapport par M. Georges Oudard sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement, compte tenu des récents événements survenus au Sud-Viet-Nam, à définir les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour faire respecter la signature donnée par la France aux accords de Genève et assurer la sécurité du corps expéditionnaire et des Français d'Indochine, p. 469.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 46.

359. — Rapport par M. Georges Oudard sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à décider la création au sein de la section française de l'Exposition de Bruxelles 1958 d'une sous-section d'outre-mer, p. 472.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 231.

360. — Rapport par M. Duval sur la proposition invitant le Gouvernement à créer une école d'apprentissage maritime dans les départements de la Guadeloupe et de la Martinique, p. 473.
Voir: Assemblée de l'Union française n° 120.

361. — Rapport par Mme Lefaucheux sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Barry Diawadou, député, relative à la formation des assemblées de groupes et des assemblées d'Afrique occidentale française et du Togo, d'Afrique équatoriale française et du Cameroun et de Madagascar, p. 473.
Voir: Assemblée nationale, n° 1471 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 272.

362. — Rapport de M. Laurin sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que, le 14 juillet 1956, la journée nationale soit célébrée, dans l'Union française, sous le signe de la solidarité en faveur des soldats d'Algérie et de leurs familles, p. 474.
Voir: Assemblée de l'Union française, p. 353.

363. — Rapport par M. Fleury tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à réaliser une nouvelle migration de populations au sein de l'Union française, p. 474.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 340.

364. — Proposition de M. de Gouyon tendant à inviter le Gouvernement à prévoir sur les antennes de la radio-télévision française des émissions consacrées à la diffusion des messages personnels adressés directement par les soldats d'Algérie à leur famille, p. 476.

365. — Rapport de M. Reyt sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à renforcer d'urgence le dispositif militaire de sécurité au Sahara et en Afrique occidentale française, pour prévenir les répercussions d'éventuels incidents analogues à ceux qui se sont récemment déroulés à Tindouf, p. 477.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 344.

366. — Rapport par M. Pialoux sur la demande d'avis transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret étendant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions de diverses lois qui ont complété ou modifié des articles du code civil, p. 477.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 308.

367. — Avis de la commission des affaires financières par M. Pierre Cornet sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à décider la création, au sein de la section française de l'exposition de Bruxelles, d'une sous-section d'outre-mer, p. 478.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 281, 359.

368. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956: 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets, p. 479.
Voir: Assemblée nationale, n° 2526 (3e législ.).

369. — Demande d'avis de M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi portant statut de la radiodiffusion-télévision, p. 479.
Voir: Assemblée nationale, n° 2458 (3e législ.).

370. — Rapport par M. Roger Dusseaulx sur la proposition invitant le Gouvernement à prendre diverses mesures commandées par la situation économique des territoires et départements d'outre-mer, p. 483.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 201.

371. — Rapport par M. Pierre Cornet sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale sur le projet de loi portant, pour les dépenses militaires de 1956: 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets, p. 485.
Voir: Assemblée nationale, n° 2526 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 368.

372. — Avis de la commission de la défense de l'Union française par M. de Gouyon sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi portant, pour les dépenses militaires de 1956: 1° ouverture et annulation de crédits 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets, p. 487.
Voir: Assemblée nationale, n° 2526 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, nos 368, 371.

373. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi portant, pour les dépenses militaires de 1956: 1° ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles; 3° ratification de décrets, p. 490.
Voir: Assemblée nationale, n° 2526 (3e législ.).

374. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords judiciaires conclus en 1953 et 1954 avec les Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, p. 490.
Voir: Assemblée nationale, n° 2179 (3e législ.).

375. — Demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret relatif au crédit maritime local à la grande pêche aux îles Saint-Pierre et Miquelon, p. 499.

376. — Rapport par M. Habib-Deloncle sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à créer un secrétariat général au ministère de la France d'outre-mer pour assurer dans le domaine économique et social une meilleure continuité de l'action gouvernementale dans les territoires d'outre-mer, p. 500.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 264.

377. — Rapport de M. Pialoux sur la vérification des pouvoirs de M. Offéon, élu par l'Assemblée nationale, en remplacement de M. de Bruchard, décédé, p. 501.

378. — Proposition de M. Delmas tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention aux plantations de bananes de Guinée décimées par la cercosporiose, p. 501.

379. — Rapport, par M. Baudouin, sur la demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords judiciaires conclus en 1953 et 1954 avec les Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, p. 501.
Voir: Assemblée nationale, n° 2179 (2e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 374.

380. — Rapport, par M. Habib-Deloncle, sur la demande d'avis transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention sur la nationalité conclue entre la France et l'Etat du Viet-Nam, p. 503.
Voir: Assemblée nationale, n° 1179 (3e législ.); Assemblée de l'Union française, n° 266.

381. — Proposition de M. Alfred Jacobson, président de la commission du plan, de l'équipement et des communications, tendant à recommander au Gouvernement des directives destinées à l'élaboration du prochain plan pluri-annuel des territoires d'outre-mer, p. 505.

382. — Proposition de M. Iba Zizen tendant à recommander au Gouvernement des directives destinées à l'élaboration du prochain plan pluri-annuel de l'Algérie, p. 506.

383. — Rapport par M. Theetten sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant extension de la convention internationale du travail n° 95 aux territoires d'outre-mer, p. 506.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 148.

384. — Rapport par M. Theetten sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant extension de la convention internationale du travail n° 11 aux territoires d'outre-mer, p. 507.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 119.

385. — Rapport par M. Baudouin sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à prévoir sur les antennes de la radiotélévision française des émissions consacrées à la diffusion de messages personnels adressés directement par les soldats d'Algérie à leur famille, p. 507.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 364.

386. — Rapport par M. Georges Monnet sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à garantir aux producteurs de cacao les prix indispensables pour leur assurer une juste rémunération, p. 508.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 324.

387. — Rapport par Mme Lefaucheux sur la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret portant modification du décret du 18 novembre 1932 portant institution du crédit maritime mutuel aux îles Saint-Pierre et Miquelon, p. 510.
Voir: Assemblée de l'Union française, n° 303.

388. — Demande d'avis, transmise par M. le président de l'Assemblée nationale, sur la proposition de loi de M. Cogniot tendant à réaliser la réforme de l'enseignement, p. 511.
Voir: Assemblée nationale, n° 2038 (3e législ.).

389. — Proposition de M. Oudard tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre, par tous les moyens appropriés, une action énergique destinée à préserver la liberté des communications entre la métropole et les territoires d'outre-mer de l'Océan indien à travers le canal de Suez et à requérir du Gouvernement égyptien le respect des conventions internationales, condition nécessaire du maintien de la paix, p. 515.

390. — Rapport de M. Oudard sur la proposition tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre par tous moyens appropriés une action énergique destinée à préserver la liberté des communications entre la métropole et les territoires d'outre-mer de l'Océan indien à travers le canal de Suez et à requérir du Gouvernement égyptien le respect des conventions internationales, condition nécessaire au maintien de la paix, p. 515.
Voir: assemblée de l'Union française, n° 389.

391. — Proposition de M. Mohamed Kamil tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'inventaire complet des ressources et des possibilités économiques et financières actuelles de la Côte française des Somalis et à prendre toutes mesures propres à établir l'équilibre économique, social et politique du territoire, p. 515.

392. — Proposition de M. Reyt tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les liens économiques et politiques existant entre les différents pays de la zone franc, préalablement à toute adhésion de la France au marché européen, p. 518.

293. — Proposition de M. Louis Delmas tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une modification de la loi n° 48-488 du 21 mars 1948 en ce qui concerne l'imputation de certaines dépenses de gendarmerie dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, p. 518.

394. — Avis de la commission des affaires financières par M. Pierre Cornet sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à garantir aux producteurs de cacao les prix indispensables pour leur assurer une juste rémunération, p. 518.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 324, 386.

395. — Avis de la commission des affaires économiques par M. Dède sur la proposition tendant à demander au Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à garantir aux producteurs de cacao les prix indispensables pour leur assurer une juste rémunération, p. 520.
Voir: Assemblée de l'Union française, nos 324, 386, 394.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire